

RECEIVED 17 AUG 1993

REPUBLIQUE
DE
VANUATU



REPUBLIC
OF
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

9 AOUT 1993

No. 23

9 AUGUST, 1993

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE NO. 21 DE 1993 SUR LE REGLEMENT
SUR L'AVIATION CIVILE (MODIFICATION).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

PUBLIC NOTICE

DECLARATION OF MALEKULA LOCAL
GOVERNMENT COUNCIL HEADQUARTER AREA
AT LAKATORO TO BE A PHYSICAL PLANNING
AREA.

SOMMAIRE

PAGE

CONTENTS

PAGE

LEGAL NOTICES

1-11

APPOINTMENT

12

REPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 159

ARRETE NO. 21 DE 1993 SUR LE REGLEMENT
SUR L'AVIATION CIVILE (MODIFICATION)

Portant modification de l'Arrêté N° 22 de 1984 sur l'aviation Civile (Règlement),

LE MINISTRE DE L'AVIATION CIVILE,

Vu les pouvoirs que lui confère le paragraphe 1 de l'article 3 de la Loi sur l'Aviation Civile (CAP 159) (Réf. au texte français du paragraphe 1 de l'art. 3 L. 38/1982 J.O. 18 bis/84)

ARRETE

MODIFICATION DE L'ARTICLE 14 DE L'ARRETE NO. 22 DE 1984

1. L'Arrêté No. 22 de 1984 sur l'Aviation Civile (Règlement) ci-après dénommé " Arrêté principal " est modifié à l'article 14 comme suit :

- a) abroger les paragraphes 2 et 3 ;
- b) Insérer après l'article 14 le nouvel article suivant :

"AUTORISATION DE VOL SPECIAL

14A. 1) Le Directeur ou un agent compétent peut sur demande octroyer une autorisation de vol spéciale en vue d'autoriser un aéronef à voler à Vanuatu en un vol particulier et en une période spécifiée afin de :

- a) livrer l'aéronef à une personne dans le cadre d'un contrat de vente ou en vue d'une vente ;
- b) faire une démonstration, expérimentation ou test à l'égard de l'aéronef ;
- c) amener l'aéronef à un lieu où se fera ou s'est faite, selon le cas, une démonstration, expérimentation, ou test à l'égard de l'aéronef ou le ramener de ce lieu ;

- d) amener l'aéronef à un lieu où se fera ou s'est fait, selon le cas, l'entretien dudit aéronef ou le ramener de ce lieu ;
- e) aider à la recherche, amener de l'aide ou sauver des personnes en danger en une occasion particulière ;
- f) aider dans une situation d'urgence ;
- g) obtenir l'endossement ou le renouvellement d'une licence de pilote sous l'autorité de l'article 234 à l'égard d'un aéronef de type ou de catégorie à laquelle cet aéronef appartient, et lorsque ce dernier ne détient pas de certificat de navigabilité émis sous l'autorité de l'article 172 ;
- h) faire des vols d'essai dans l'aéronef en vue de satisfaire des objectifs spécifiés d'un des paragraphes a) à g) ci-dessus.

2) Lorsque le Directeur ou un Agent compétent permet un vol réglementé sous l'autorité du paragraphe 1) ci-dessus, ledit Directeur ou agent compétent peut donner les instructions qu'il estime nécessaires à l'égard du vol afin d'assurer la sûreté de la navigation aérienne.

3) Lorsque le Directeur ou un Agent compétent permet un vol réglementé sous l'autorité du paragraphe 1) ci-dessus, ledit Directeur ou agent compétent peut décider que :

- a) les alinéas a), b), c), d), e), f), g) et h) du paragraphe 1 de l'article 14 ; ou
- b) les dispositions que le Directeur ou l'agent compétent spécifie,

s'appliquent ou ne s'appliquent pas audit vol."

MODIFICATION DE L'ARTICLE 114

2. L'article 114 de l'arrêté principal est par les présentes abrogé et remplacé par le texte qui suit :

"INSTRUMENTS ET EQUIPEMENTS

114. Le Directeur peut spécifier les instruments, accessoires d'équipement et les dispositifs de sécurité qu'il faut emporter pour une catégorie particulière d'opération. Ces instruments, articles d'équipement et dispositifs de sécurité peuvent être aussi nécessaires en plus de ceux spécifiés dans le manuel de vol.

ABROGATION DES ARTICLES 115, 116, 117, 118, 119 ET 120

3. Les articles 115, 116, 117, 118, 119 et 120 de l'arrêté principal sont par les présentes abrogés.

REPLACEMENT DE L'ARTICLE 122

4. L'article 122 de l'arrêté principal est par les présentes abrogé et remplacé par le texte suivant :

"EQUIPEMENT DE SECOURS ET DE SURVIT

122. Le Directeur peut prescrire les articles et la quantité des équipements d'urgence et de survie requise pour être emportés dans un aéronef de Vanuatu pour une classe ou catégorie particulière d'opération."

REPLACEMENT DE L'ARTICLE 134

5. L'article 134 de l'arrêté principal est par les présente abrogé et remplacé par le texte suivant :

"SIGNAUX A L'INTENTION DES AERONEFS"

134. 1) Un signal lumineux adressé à un aéronef particulier par le contrôle d'aérodrome assume tant de jour que de nuit, la signification spécifiée par la Publication d'Information Aéronautique (AIP).
- 2) Aucune disposition du présent règlement ou de la publication d'information aéronautique ne peut être interprétée comme pouvant décharger le pilote de bord de sa responsabilité d'éviter toute collision en vol."

REPLACEMENT DE L'ARTICLE 136

6. L'article 136 de l'arrêté principal est par les présentes abrogé et remplacé par le texte suivant :

"SIGNAUX EMIS PAR LES AERONEFS

136. Les signaux qu'un pilote aux commandes d'un aéronef doit utiliser pour accuser réception des signaux lumineux émanant du contrôle d'aérodrome sont ceux spécifiés dans la publication d'information aéronautique (AIP).

REMPLACEMENT DE L'ARTICLE 139

7. L'article 139 de l'arrêté principal est par les présentes abrogé et remplacé par le texte suivant :

"SIGNALISATION AU SOL

139. Lorsqu'ils sont affichés par un aérodrome, les panneaux de signalisation au sol assument la signification qui est spécifiée à l'égard des signaux dans la Publication d'information aéronautique (AIP)."

ABROGATION DE L'ARTICLE 173

8. L'article 173 de l'arrêté principal est par les présentes abrogé.

MODIFICATION DE L'ARTICLE 188

9. L'article 188 de l'arrêté principal est modifié par l'abrogation de l'alinéa f) remplacé par le texte suivant :

"f) un certificat de conformité est délivré conformément à l'article 189 ou dans la forme et selon la manière approuvée par le Directeur ou selon la manière prescrite au règlement de navigabilité de l'Aviation Civile de Vanuatu."

INSERTION D'UN NOUVEL ARTICLE 212A

10. Après l'article 212, insérer le nouvel article suivant :

"DOCUMENT ALTERNATIF A UN LIVRET

- 212A. 1) Le Directeur peut, par écrit, approuver l'usage d'un document ou de documents alternatifs au livret mentionné à l'article 212.
- 2) Toute approbation sera sous réserve des conditions que le Directeur considère nécessaires dans l'intérêt de la sûreté de la navigation aérienne.

- 3) Les conditions mentionnées aux articles 212, 214 et 215 relatives à l'usage, l'entretien et le transport des livrets s'appliquent également à un document alternatif approuvé conformément au paragraphe 1) du présent article."

MODIFICATION DE L'ARTICLE 217

11. L'article 217 de l'arrêté principal est modifié en insérant après le paragraphe 3 le texte suivant :

"3A). Le Directeur peut octroyer au titulaire d'un permis ou certificat délivré par les autorités compétentes une licence de mécaniciens d'entretien d'aéronef ;

Sous réserve que le Directeur est convaincu que le requérant :

- a) est titulaire d'une licence équivalente à la licence demandée, octroyée par une autorité compétente, et appliquée conformément à la loi d'un pays autre que Vanuatu ;
- b) s'est conformé avec les conditions minimales requises sous l'autorité de la Convention et aux autres exigences que les autorités compétentes spécifient ; et
- c) ne souffre d'aucun handicap qui puisse affecter ses capacités techniques ou son jugement."

REPLACEMENT DE L'ARTICLE 220

12. L'article 220 de l'arrêté principal est abrogé et remplacé par le texte suivant :

"PRIVILEGES DES LICENCES

1) Une licence de mécanicien d'entretien d'aéronef peut autoriser le titulaire sous réserve des conditions que peut spécifier la licence ou publiées dans le règlement de navigabilité de l'aviation civile vanuatuanne, à :

- a) délivrer une fiche d'entretien ; ou
- b) délivrer un certificat de conformité lorsque des petits travaux d'entretien ont été effectués sur un aéronef ou sur ses éléments".

MODIFICATION DE L'ARTICLE 228

13. L'article 228 de l'arrêté principal est modifié au paragraphe 1) par la suppression des alinéas a), d), f), k), m), ae) et ai).

MODIFICATION DE L'ARTICLE 232

14. L'article 232 de l'arrêté principal est modifié :

- a) à l'alinéa c) par la suppression des mots "21 ans", remplacés par les mots "18 ans" ;
- b) par l'abrogation de l'alinéa d) ;
- c) à l'alinéa e) par la suppression des mots "23 ans", remplacés par les mots "21 ans" ;
- d) par l'abrogation de l'alinéa f) ;
- e) à l'alinéa g) par la suppression des mots "21 ans", remplacés par les mots "18 ans" ;
- f) par l'abrogation de l'alinéa h) ;
- g) à l'alinéa i) par la suppression des mots "21 ans", remplacés par les mots "18 ans".

MODIFICATION DE L'ARTICLE 235

15. L'article 235 de l'arrêté principal est modifié :

- a) par l'abrogation de l'alinéa a) ;
- b) à l'alinéa i) du paragraphe b) par la suppression des mots "50 ans", remplacés par les mots "40 ans" ;
- c) à l'alinéa ii) du paragraphe b) par la suppression des mots "50 ans", remplacés par les mots "40 ans" ;
- d) par la suppression du paragraphe "c)", remplacé par le texte suivant :
 - "c) Licence de pilote professionnel d'avion de seconde classe, d'avion de première classe pour toute catégorie d'aéronef ;
 - i) un an lorsque le titulaire est âgé d'au moins quarante ans à la date de délivrance ou de renouvellement ;
 - ii) six mois lorsque le titulaire est âgé de plus de 40 ans à la date de délivrance et de renouvellement."
- e) par l'abrogation des alinéas d), e), f) et h).

ABROGATION DES ARTICLES 241, 243 ET 256

16. Les articles 241, 243 et 256 de l'arrêté principal sont abrogés.

MODIFICATION DE L'ARTICLE 260

17. L'article 260 de l'arrêté principal est modifié par la suppression du tableau des droits, remplacé par le tableau suivant :

licences et qualifications	2000	-	7000	10000*
Autres épreuves en vol	-	-	-	10000*

Validation des licences étrangères 2000 - les droits sont en fonction du titre dont il s'agit

Mécanicien d'entretien aéronef

Licence de mécanicien d'entretien d'aéronef de 2ème classe	4000	4000	10000	-
Toute qualification de mécanicien d'entretien d'aéronef	2000	-	10000	-
Autorisation d'entretien aéronautique	4000	4000	10000	10000
Brevet d'aptitude	4000	4000	10000	10000

- REMARQUES :
- 1)* Le droit à l'égard de toute épreuve de vol est le montant minimal exigé. Le droit réel sera basé sur le montant total recouvré et est sous réserve d'une proposition de prix donnée lors de la demande de l'épreuve.
 - 2)* Aucun droit n'est exigible pour des épreuves techniques, verbales et pratiques, qui sont supplémentaires aux épreuves écrites. Lorsque les épreuves verbales ou pratiques sont données en dépit d'épreuves écrites, le droit exigible est le même que celui prescrit pour l'épreuve écrite.
 - 3) Le droit de réexamen ou de compte à nouveau des points pour chaque épreuve est de 4000 VT.
 - 4) Conformément à la recommandation de l'OACI, on ne délivrera plus de licence de pilote professionnel. Les licences valides existantes seront renouvelées et révalorisées pour devenir des ATPL (Licence de Pilote de Ligne).

MODIFICATION DE L'ARTICLE 261

18. L'article 261 de l'arrêté principal est modifié,

- a) au paragraphe 1) -
 - i) par la suppression du chiffre "3000", remplacé par le chiffre "6000".
 - ii) par la suppression du chiffre "1000", remplacé par le chiffre "2000".

- b) au paragraphe 3) -
 - i) par la suppression du chiffre "20.000", remplacé par le chiffre "40.000" ;
 - ii) par la suppression du chiffre "10.000", lorsqu'il apparaît pour la première fois, remplacé par le chiffre "20.000" ;
 - iii) par la suppression du chiffre "5.000", lorsqu'il apparaît pour la première fois, remplacé par le chiffre "20.000" ;
 - iv) par la suppression du chiffre "10.000", lorsqu'il apparaît pour la seconde fois, remplacé par le chiffre "20.000" ;
 - v) par la suppression du chiffre "5.000", lorsqu'il apparaît pour la deuxième fois, remplacé par le chiffre "10.000" ;
 - vi) par la suppression du chiffre "3.000", remplacé par le chiffre "6.000" ;

MODIFICATION DE L'ARTICLE 262

19. L'article 262 de l'arrêté principal est modifié,

- a) au paragraphe 1) par la suppression du chiffre "10.000", remplacé par le chiffre "20.000" ;

- b) au paragraphe 2) par la suppression du chiffre "10.000", remplacé par le chiffre "20.000".

MODIFICATION DE L'ARTICLE 263

20. L'article 263 de l'arrêté principal est modifié,

- a) au paragraphe 1) par la suppression du chiffre "10.000", remplacé par le chiffre "20.000" ;

- b) au paragraphe 3) par la suppression du chiffre "1.000", remplacé par le chiffre "4.000" ;
- c) au paragraphe 4) par la suppression des chiffres "5.000" et "2.000", remplacés par les chiffres respectifs "10.000" et "4.000" ;
- d) au paragraphe 5) par la suppression des chiffres "5.000", et "2.000", remplacés par les chiffres respectifs "40.000" et "20.000" ;
- e) au paragraphe 6) par la suppression du chiffre "1.000" toutes les fois qu'il apparaît dans le texte, remplacé par le chiffre "2.000".

INSERTION D'UN NOUVEL ARTICLE 264A

21. L'article suivant est inséré après l'article 264 de l'arrêté principal :

"CLAUSE DE SAUVEGARDE DES TITRES

264A. Les titres, instruments et actes conformes à la législation applicable avant l'entrée en vigueur du présent Règlement et relatifs à toute question faisant l'objet de dispositions au sein dudit règlement restent pleinement valables (jusqu'à leur éventuelle expiration) au même titre que s'ils avaient été faits ou établis en vertu du présent règlement."

ENTREE EN VIGUEUR

22. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa parution au Journal Officiel.

FAIT à Port-Vila le 9 Juin 1993.

Le Ministre des Transports,
Travaux Publics, Aviation Civile,
des Ports et de la Marine,
et de l'Hydraulique Urbaine

Amos BANGABITI

THE PHYSICAL PLANNING ACT NO.22 OF 1986

PUBLIC NOTICE

DECLARATION OF MALEKULA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL HEADQUARTER
AREA AT LAKATORO TO BE A PHYSICAL PLANNING AREA

In accordance with Section 2(1) of the Physical Planning Act No.22 of 1986, the Malekula Local Government Council hereby declares Lakatoro Local Government Council Headquarter area a Physical Planning area for the purposes of development in accordance with the said Act.

In accordance with Section 2(3) of the Physical Planning Act No.22 of 1986, the Malekula Local Government Council has decided that the following types of development shall not require permission for development :

1. The carrying out of works for the maintenance, improvement or other alteration of any building if the works only affect the interior of the building and do not materially affect the external appearance of the building.
3. The carrying out of works by a public authority required for the maintenance or improvement of a road if the works are carried out on land within the road reserve.
4. The carrying out by any public authority or statutory undertaker or of any works for the purpose of inspecting, repairing or renewing any sewers, pipes, cables or other apparatus including the breaking open of any other land for that purpose.
5. The use of any building or other land within the curtilage of a dwelling house for any purpose incidental to the enjoyment of the dwelling house.

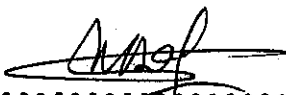
As defined in Section 1 of the Physical Planning Act No.22 of 1986 "Development" means the carrying out of building or other operations in, on, over or under the land or the making of any material change in the use of buildings or land, or the subdivision of any land.

No person shall carry on development in a Physical Planning Area, except as specified in the Declaration of that Physical Planning Area, without having first received permission in writing from the Council.

This Declaration shall take effect from the date of publication of this notice in the Gazette.

SIGNED at Malekula Local Government Council Headquarter at Lakatoro the 23rd day of July, 1993.


.....
PRESIDENT


.....
SECRETARY


.....
COUNCILLOR

THE COMPANIES ACT OF VANUATU

ASIAN OCEANIC HOLDINGS LIMITED
ASIAN OCEANIC INVESTMENTS LIMITED
ASIAN OCEANIC NOMINEES & CUSTODIANS LIMITED
ASIAN OCEANIC BANK LIMITED
(ALL IN CREDITORS' VOLUNTARY LIQUIDATION)

NOTICE OF ANNUAL MEETINGS OF MEMBERS AND CREDITORS

NOTICE is hereby given pursuant to Section 295 of the Companies Act that the Annual Meetings of the members and creditors of the abovenamed Companies will be held at Prince's Building, 8th Floor, 10 Chater Road, Central, Hong Kong on 1st September, 1993 at the respective times listed below, for the purpose of receiving an account of the liquidators showing their acts and dealings and the conduct of the winding-up of the companies during the preceding year of the respective liquidations:-

<u>Name of Companies</u>	<u>Members' Meeting</u>	<u>Creditors' Meeting</u>
Asian Oceanic Holdings Limited	2:30 p.m.	2:45 p.m.
Asian Oceanic Investments Limited	3:00 p.m.	3:15 p.m.
Asian Oceanic Nominees & Custodians Limited	3:30 p.m.	3:45 p.m.
Asian Oceanic Bank Limited	4:00 p.m.	4:15 p.m.

Dated 26th July, 1993.

G.C.K. Tam
Joint Liquidator

A member or creditor entitled to attend and vote at any of the meetings is entitled to appoint a proxy to attend and vote on his behalf. A proxy need not also be a member or creditor of the company.

Proxies in the prescribed form must be lodged at 8th Floor, Prince's Building, 10 Chater Road, Central, Hong Kong before the respective times for the meetings.

Creditors' proxies should be lodged at the above address not later than 4:00 p.m. on the day before the meetings.

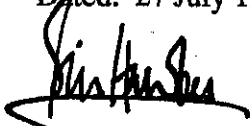
NOTICE OF APPOINTMENT AND ADDRESS OF OFFICE OF LIQUIDATOR

**NORTHUMBERLAND INVESTMENT COMPANY LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)**

I, B L Hawkes of KPMG Peat Marwick give notice that:

- (a) I was appointed liquidator of the above company by a special resolution of the members passed on 27 July 1993.
- (b) the address of my office is P.O. Box 212, Port Vila, Vanuatu.

Dated: 27 July 1993.



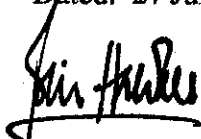
B L Hawkes
Liquidator

NOTICE TO SUBMIT PARTICULARS OF DEBTS OR CLAIMS

**NORTHUMBERLAND INVESTMENT COMPANY LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)**

Take notice that the creditors of the company, whose debts or claims have not already been admitted, are required on or before the 30 August 1993 to submit particulars of their debts or claims and of any security held by them to me and, if subsequently required by notice in writing by me, shall formally prove their debts or claims and establish any title they may have to priority by statement in writing. In default of complying with this notice they will be excluded from the benefit of any distribution made before their debts or claims are proved or their priority is established and from objecting to the distribution.

Dated: 27 July 1993.



B L Hawkes
Liquidator

NOTICE OF MEETING

**NORTHUMBERLAND INVESTMENT COMPANY LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)**

Notice is given that a final meeting of members of the company will be held at the offices of KPMG Peat Marwick, KPMG House, Rue Pasteur, Port Vila on 20 September 1993 at 9.00am.

The purpose of the meeting is to receive the liquidator's account and his report upon the winding up.

Dated: 27 July 1993.



B L Hawkes
Liquidator



REPUBLIC OF VANUATU

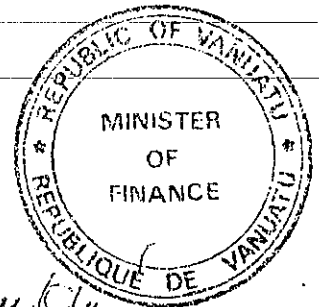
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

DEPOSIT & INVESTMENT BANK LIMITED

granted on the 16th day of December 1985 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this seventh day of May 1993.



Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT [CAP. 63]

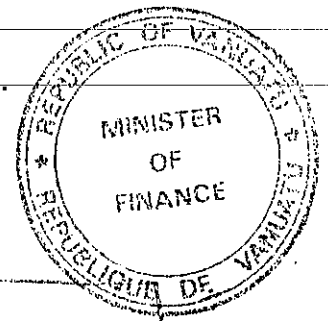
IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

PANIN BANK INTERNATIONAL LIMITED

granted on the 27th day of October 1987 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this twenty-eighth day of May 1993.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Willie Jimmy'.



Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

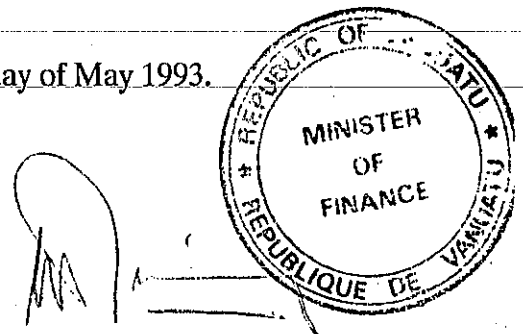
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

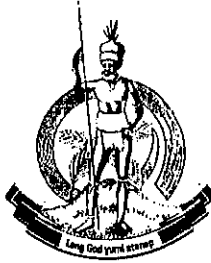
GLOBAL BANK LIMITED

granted on the 17th day of April 1974 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this twenty-eighth day of May 1993.



Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

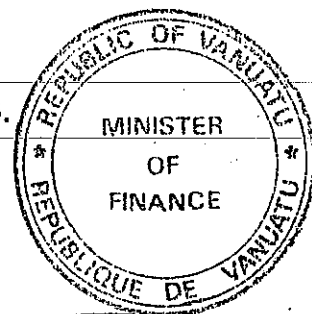
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

HATCO INTERNATIONAL BANK LIMITED

granted on the 19th day of August 1987 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this twenty-eighth day of May 1993.



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Willie Jimmy'.

Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

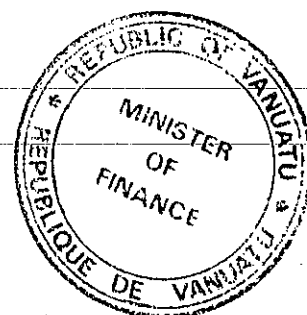
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

BBL INTERNATIONAL BANK LIMITED

granted on the 18th day of June 1981 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this third day of August 1993.



Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

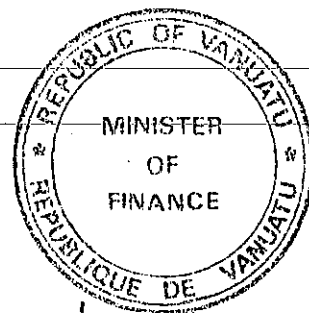
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

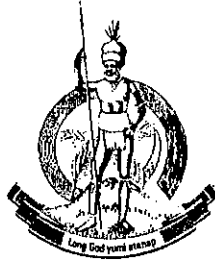
SIH BANK (VILA) LIMITED

granted on the 30th day of June 1978 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this third day of August 1993.



**Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE**



REPUBLIC OF VANUATU

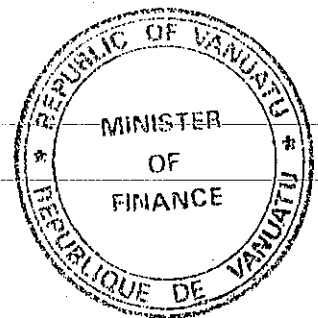
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

GLOBAL MERCHANT BANK LIMITED

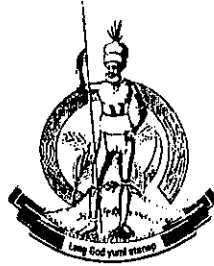
granted on the 31st day of August 1987 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this third day of August 1993.



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Willie Jimmy".

Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

CHURCHILL INTERNATIONAL BANK LIMITED

granted on the 30th day of March 1987 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this third day of August 1993.



Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

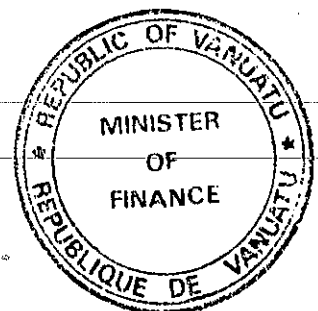
THE BANKING ACT [CAP. 63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP. 63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

BANK BOUCHET & SON LIMITED

granted on the 5th day of September 1988 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this third day of August 1993.



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Willie Jimmy".

Willie Jimmy
MINISTER OF FINANCE



REPUBLIC OF VANUATU

THE NATIONAL COMMERCIAL AND TRADING BANK
OF VANUATU ACT No. 46 OF 1989

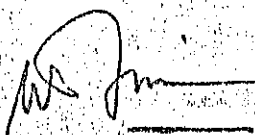
A P P O I N T M E N T

IN EXERCISE of the powers conferred by section 21(1) of the National Commercial and Trading Bank of Vanuatu Act No. 46 of 1989 and after consultation with the Board of Directors of the National Commercial and Trading Bank of Vanuatu, I, WILLIE JIMMY, Minister of Finance, hereby extend the appointment of:

KERRY GEORGE JOWETT

as General Manager of the National Commercial and Trading Bank of Vanuatu, for a period of six (6) months and this extension of appointment shall be deemed to have come into force on the THIRD day of June, 1993.

MADE at Port Vila this 9th day of August, 1993.


WILLIE JIMMY
Minister of Finance

